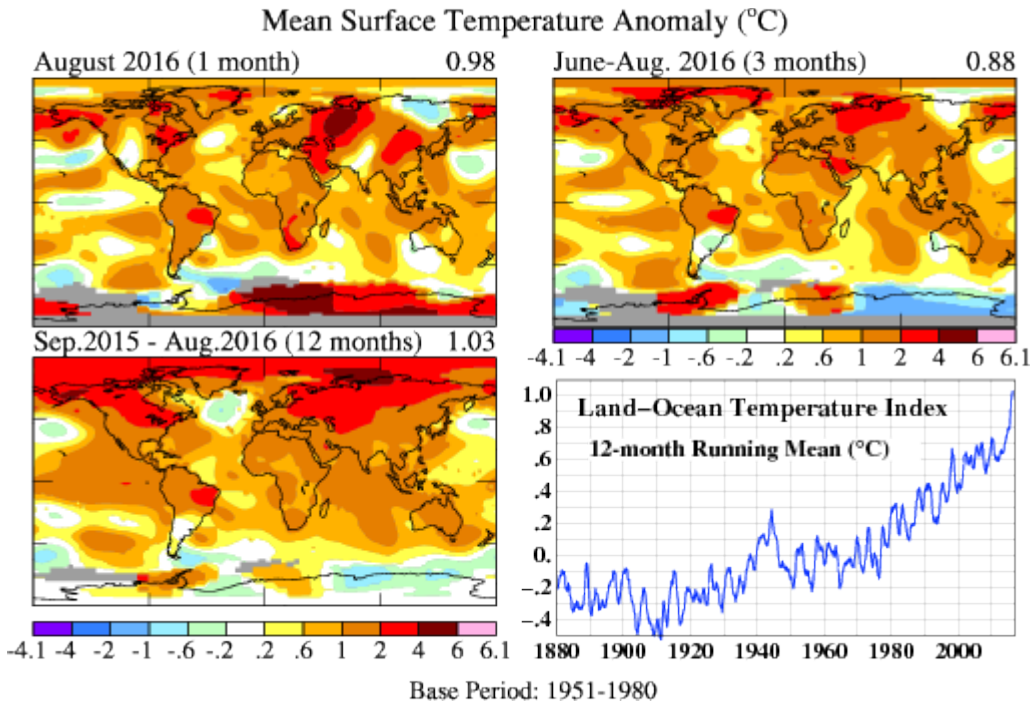


Source : <http://huet.blog.lemonde.fr/2016/09/14/climat-nouveau-record-planetaire-en-aout/>  
 Téléchargement 17 09 2016

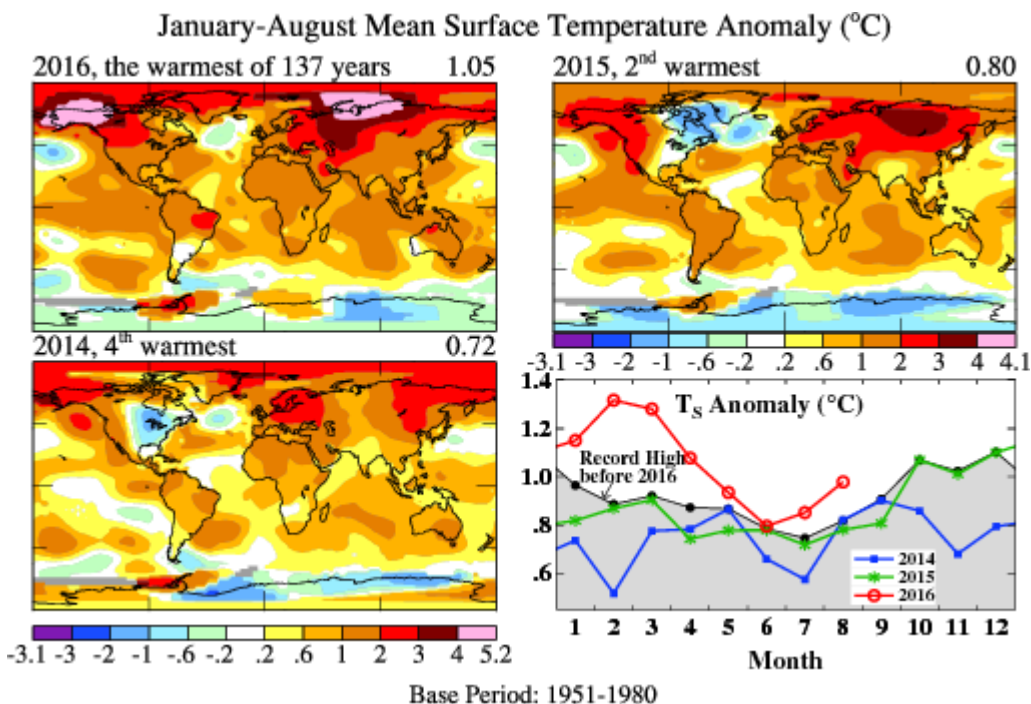
14 septembre 2016 Sylvestre Huet

# Climat : nouveau record planétaire en août



Températures récentes et courbe depuis 1880, écart à la moyenne climatologique 1951 1980

Comme les sept premiers mois de l'année, août 2016 détient le record de température [annonce l'équipe Nasa/Université Columbia de New York](#). Malgré [la décrue nette du phénomène El Niño dans l'Océan Pacifique tropical](#), 2016 devrait donc également décrocher la première place du classement, détrônant... 2015.



Avec des températures planétaires supérieures de plus de 1°C à la moyenne climatologique, mesurée sur la période 1951/1980, les huit premiers mois de l'année 2016 ne font pas que représenter un record. Ils posent une question majeure sur l'[Accord de Paris signé à la COP-21](#). Et sur le sens des ratifications de cet accord, [boosté par celles de la Chine et des Etats-Unis, intervenues récemment](#).

### **L'affaire des 1,5°C**

Dans cet Accord, en effet, les négociateurs ont introduit l'idée que le bon objectif, afin d'éviter un changement climatique dangereux pour les générations futures, serait de ne pas dépasser 2°C de plus que les températures non de la période 1951/1980 mais celle d'avant la Révolution industrielle – donc aux alentours de 1750 – et même de viser 1,5°C de plus seulement. Au point que le GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, doit remettre un rapport sur ce fameux 1,5°C d'ici 2018.

Lors de la Conférence de Paris, le groupe des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, en particulier face à la menace de la montée du niveau marin, ont fait de cette formulation une condition *sine qua non* de leur signature en bas de l'accord. Il est assez aisé d'en comprendre les raisons réelles. Il s'agit, pour les pays les plus démunis, les plus pauvres et les plus vulnérables, de hâter le moment où ils pourront dire « *nous sommes affectés par le changement climatique dont les pays les premiers industrialisés sont les principaux responsables, donc vous nous devez réparation dès maintenant* ». Dépasser une limite en température planétaire peut représenter une manière simple de graver ce moment dans le marbre. Or, si l'on se donne un objectif à ne pas dépasser trop « réaliste », cette frontière sera franchie plus tard. D'où l'insistance sur ce nouveau chiffre de 1,5°C.

Le suspense ne va pas durer trop longtemps. Pour une raison simple : même si l'Humanité toute entière se faisait hara kiri demain matin, le résultat de son action passée réchauffera de 1,5°C l'indicateur choisi (la température à un mètre au dessus des sols et à la surface des océans) par rapport à la période pré-industrielle. Pourquoi ? En raison de deux phénomènes quantifiés par les spécialistes. D'une part le potentiel de réchauffement des gaz à effet de serre déjà émis est d'environ 0,3°C. D'autre part, si les hommes disparaissent, leurs émissions de particules réfléchissantes disparaissent aussi, or, elles refroidissent l'indicateur d'environ 0,3°C. Rien ne peut donc éviter à la planète d'atteindre ce niveau de changement climatique.

### **Un optimisme dangereux**

Il est donc curieux d'entendre régulièrement des responsables politiques ou des négociateurs de l'Accord de Paris persister à présenter cet objectif comme s'il était véritablement atteignable. C'est là nier la science du climat pour la remplacer par un discours politique sans fondement. Les mêmes commettent souvent la faute, qui n'est pas uniquement une mauvaise traduction de l'anglais au français, de parler des « *engagements* » des pays qui signent puis ratifient l'Accord. Voire d'insister sur les « contraintes » qu'il comporte. Les Etats ont apporté à la Conférence des « INDC » – Intended nationally determined contribution – qu'il est plus exact de traduire comme étant des « promesses ». Ces promesses portent sur le principal – donc les émissions de gaz à effet de serre ou l'aide à apporter aux pays les plus pauvres. Et elles « n'engagent »... que ceux qui y croient selon le célèbre adage d'un homme politique français peu recommandable. Quant aux contraintes, elles portent sur... la déclaration des émissions (par exemple).

Tant pour l'objectif climatique que pour la nature des « promesses » des Etats, cette présentation force

le trait, et peut déboucher sur un optimisme dangereux. Si l'Accord de Paris est le meilleur qu'il était possible d'obtenir en 2015, en conclure que l'essentiel du chemin vers une atténuation du changement climatique en cours à un niveau « gérable » serait une erreur gravissime. Même si les « promesses » étaient tenues, la trajectoire des émissions qui en résulte sur la période considérée – jusqu'à 2030 – nous conduit au moins à 3°C de plus que les valeurs préindustrielles. Et cette perspective vertueuse est peu probable au regard des décisions prises tant par les gouvernements que par les entreprises et les consommateurs. En outre les « promesses » de la plupart des pays pauvres sont faussement vertueuses puisqu'elles sont conditionnées par un niveau d'aide technologique et financier que les pays riches n'ont absolument pas l'intention de leur accorder. Elles sont donc peu crédibles... voire à ne surtout pas respecter lorsque l'on songe que l'Ethiopie propose d'émettre moins de GES par habitant en 2030 qu'aujourd'hui, ce que je ne souhaite pas aux Éthiopiens.